



Qui va voir son bluff éventé en Syrie ?

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 15 octobre 2016

[Oriental Review](#) 7 octobre 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

La situation en Syrie est en train de virer dangereusement hors de contrôle, avec les menaces de frappes des États-Unis contre l'armée arabe syrienne, alors que la Russie a suggéré qu'elle abattra toute menace envers ses militaires. Les médias alternatifs sont en feu, avec des spéculations sur le début de la troisième guerre mondiale et un net sentiment de malaise s'est soudainement répandu à travers le monde. Tous les observateurs objectifs se rendent compte que la Russie et les États-Unis ont considérablement fait monter les enjeux en Syrie, avec de chaque côté une escalade de leur rhétorique diplomatique et des gesticulations militaires, au point où il apparaît en effet que le monde est au bord d'une guerre totale entre les deux plus fortes puissances nucléaires. Le problème avec cette analyse convaincante, cependant, c'est qu'elle ne tient pas compte du fait que l'un des deux côtés bluffe, et qu'elle ne fait pas de distinction entre l'illusion et l'intention.

Au lieu de cela, ces observateurs prennent tous les mouvements et les mots à leur valeur nominale et réduisent l'évidence que les deux parties mènent une guerre psychologique contre les nerfs et la détermination des décideurs de leurs adversaires. Tout ce qui se joue en ce moment fait partie d'un grand spectacle, chacune des deux parties signale à l'autre qu'il y a certaines lignes rouges dont elle n'acceptera pas le franchissement par l'autre, mais on ne sait pas en ce moment si elle exécutera vraiment ses menaces si l'autre outrepassa ses limites. Voilà pourquoi il est très probable que l'un des deux côtés bluffe, bien que des jeux de «*poule mouillée*» [où deux adversaires se foncent dessus en voiture pour voir qui va s'écarter le premier, NdT] comme celui-ci échouent parfois. Il est très possible que l'un ou l'autre des acteurs testera les limites pour voir jusqu'où il peut aller, donc soit éventer le bluff de son rival, soit déclencher une nouvelle série d'escalades dans ce conflit. Il n'y a pas de moyen confortable pour contourner ce fait, il est donc préférable d'être aussi franc que possible dans l'analyse suivante.

Lignes rouges

La Russie et les États-Unis ont tous deux énoncé clairement ce qui, en pratique, correspond à leurs propres lignes rouges concernant la Syrie. Moscou [a déclaré](#) que «*toutes les frappes de missiles ou depuis les airs sur le territoire contrôlé par le gouvernement syrien créera une menace claire pour les militaires russes, rappelant aux États-Unis que les équipes russes du système de défense aérien ont peu de chances d'avoir le temps de déterminer à coup sûr les trajectoires de vol exactes de ces missiles, puis à qui appartiennent ces ogives, et que toutes les illusions d'amateurs sur l'existence d'avions invisibles seront confrontées à une réalité décevante*». Cela a été populairement interprété comme un message de la Russie, disant essentiellement qu'elle utilisera ses systèmes S300 et S400 pour abattre les

avons ou les missiles de croisière que le Pentagone utilise pour bombarder l'armée arabe syrienne (AAS), agissant ainsi avec la justification que ce genre de réponse immédiate est nécessaire, afin de préserver la vie des militaires russes qui pourraient être intégrés à l'AAS, quel que soit l'emplacement ciblé.

Les États-Unis ont été moins directs et ont misé sur des «*fuites*» de la CIA et du Pentagone pour révéler leur position, qui se résume à peu près à un désir de bombarder l'AAS afin de sauver la face devant les militaires russes et les succès anti-terroristes étonnants de l'AAS autour d'Alep depuis l'effondrement de l'accord de cessation des hostilités à la mi-septembre. Pour le rappeler au lecteur, la raison principale pour laquelle cette transaction a échoué vient de ce que le chef du Pentagone, Ashton Carter, a saboté l'engagement d'Obama et Kerry pour son succès et qu'on a assisté avant tout à un [coup de l'État profond](#) usurpant le contrôle du plus grand appareil militaire du monde par le commandant en chef élu.

Pour résumer, la ligne rouge de la Russie est : *toute attaque américaine contre l'AAS*, tandis que celle des États-Unis est : *la libération réussie d'Alep*. Alep, deuxième plus grande ville de la Syrie, pourrait être libérée des terroristes sans que les États-Unis ne lancent de missiles contre les libérateurs en réponse, tandis que la Russie devrait à juste titre défendre ses militaires contre les attaques américaines si leurs vies sont en danger. Il est donc évident que la prérogative d'escalade repose uniquement entre les mains des États-Unis, en particulier celles du Secrétaire d'État à la défense Ashton Carter et son *État profond* (bureaucratie militaire, intelligence, et le corps diplomatique permanent) en sous-main.



Hypothèses, hypothèses, hypothèses

Tout ce qui a été écrit ci-dessus est factuel et n'est pas du tout une forme quelconque d'hyperbole, mais les faits ont une curieuse manière de se transformer en une indiscernable fiction quand les médias en parlent pour éveiller les émotions de leurs auditoires respectifs. Cela se passe maintenant clairement en ce qui concerne les tensions russo-américaines qui montent en flèche sur la Syrie, mais pas sans raison, bien sûr. C'est la question véritablement la plus importante et la plus pressante dans le monde en ce moment, en raison de l'énormité de ce qui est en jeu. Il est donc logique que toutes les parties en discutent en profondeur. Que ce soit intentionnellement ou non, cependant, la frénésie des commentateurs des médias à la fois traditionnels et alternatifs a conduit à une situation où une pléthore d'hypothèses est insérée en toute transparence dans la discussion et décolorent la pureté factuelle de ce qui se passe réellement.

Prenez par exemple l'hypothèse incontestée des médias américains et de l'*État profond*, que les décideurs aux États-Unis doivent «*faire quelque chose*» pour prévenir ou empêcher ce qu'ils appellent la «*chute d'Alep*», sinon ils vont être obligés de «*faire quelque chose de plus*» pour «*punir*» la Russie et la Syrie pour avoir osé. La pensée circulaire de groupe, en jeu ici, est très dangereuse et pourrait vraisemblablement déboucher sur des conséquences mortelles sans précédent si elle devenait hors de contrôle et il n'y a aucune certitude que cela n'arrive pas, parce que personne ne sait honnêtement qui est la puissance derrière le Pentagone en ce moment. Obama est «*officiellement*» le commandement en chef, mais il a été neutralisé après que le secrétaire de la guerre Carter a passé outre son accord de «*cessez-le-feu*» et l'a unilatéralement saboté par les bombardements de l'AAS à Deir ez-

Zor. Alors que cela pourrait signifier que Carter est le responsable, il n'est pourtant qu'un représentant de la faction extrémiste néoconservatrice de l'*État profond*, qui l'utilise pour prendre le contrôle de l'armée américaine.

Du point de vue inverse, la partie russe est aussi pleine d'hypothèses, bien qu'elles soient d'une nature qualitativement différente. Les déclarations officielles de Moscou sur la question montrent clairement que l'armée agira lorsqu'elle qu'elle estimera que la vie des militaires russes est en danger. La particularité de cette formulation est importante parce que juridiquement parlant, en termes de législation approuvée par les déclarations publiques de la Douma russe et du président Poutine sur la question, l'opération anti-terroriste russe en Syrie vise uniquement à éliminer les terroristes, elle ne protège pas nécessairement l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ni la sécurité de l'AAS. Les deux derniers objectifs sont naturellement supposés faire partie de la mission de la Russie si on analyse la façon dont ils sont inséparables sur le plan opérationnel de l'objectif déclaré de la lutte contre le terrorisme et le maintien des gains atteints jusqu'ici. Mais lorsqu'on aborde une rhétorique sur des enjeux élevés au niveau des grandes puissances et dans le contexte de spéculations sur une escalade nucléaire, les aspects techniques tels que ceux-ci sont très importants et ne doivent pas être ignorés. Les commentateurs des médias pourraient n'y porter aucune attention, mais il est sûr que les stratèges du Pentagone sont obsédés par ces petits détails et ce petit jeu consistant à savoir jusqu'où ils peuvent aller pour obtenir leur fameuse frappe «*sauvons-la-face*» sur la Syrie.

Les calculs stratégiques

La Russie et les États-Unis savent qu'un engagement conventionnel entre leurs armées plongerait instantanément le monde dans sa pire crise, soulevant immédiatement la perspective qu'un échange nucléaire apocalyptique s'ensuivrait si leur problème sécuritaire est perçu comme insurmontable à un moment donné. C'est très dangereux et ne doit pas du tout être pris à la légère. Ce qui rend ce dilemme d'autant plus fou, c'est que les États-Unis pourraient sérieusement jouer pour voir si oui ou non ils ont une «*chance*» d'essayer de dévoiler ce qu'ils croient être un bluff de la Russie. La façon dont le Pentagone analyse la situation actuelle laisse à penser que la Russie pourrait arrêter l'escalade des menaces si les États-Unis leur font suffisamment de chantage pour qu'elle cesse d'aider l'AAS avec ses bombardements anti-terroristes autour d'Alep. La libération d'Alep déplacerait de manière irréversible la guerre contre la Syrie vers son stade final, en mettant le peuple syrien et son gouvernement démocratiquement élu et légitime sur le chemin de la victoire et les États-Unis sur celui de leur pire et plus embarrassante défaite dans l'Histoire. C'est la raison pour laquelle les États-Unis invoquent frénétiquement le spectre de la guerre nucléaire finale, alors que la Syrie et la Russie n'ont jamais été plus proches de la libération d'Alep qu'elles ne le sont maintenant et, ironiquement, seulement parce que le Pentagone a saboté le «*cessez-le-feu*» et a libéré par inadvertance Damas et Moscou de leurs contraintes militaires restrictives.

Les États-Unis pourraient tirer leur révérence à cette guerre et laisser l'histoire se faire librement, mais les idéologues néo-conservateurs zélés qui ont capturé le contrôle des forces armées américaines semblent vouloir mettre en scène un dernier grand show avant la retraite épique des États-Unis de ce conflit. C'est la raison pour laquelle ils ont réalisé le coup d'État par l'*État profond*, en allant à l'encontre de leur dirigeant Obama et en [bombardant l'AAS à Deir ez Zor](#), dans la perspective maintenant démystifiée qu'il s'agissait en quelque sorte d'intimider la Russie et la Syrie, et donc de les obliger à faire des

concessions pour changer le jeu. Pour un observateur rationnel, un tel système est voué à l'échec, mais il faut comprendre que les personnalités derrière ce complot voient le monde d'une manière complètement différente de la plupart des gens, en grande partie en raison de la pensée de groupe auto-illusionnée imprégnant leur faction. L'idée est de ne pas argumenter sur l'absurdité de ce gambit, mais de montrer au lecteur comment les comploteurs conçoivent le monde et de lui donner un aperçu lui permettant de prédire leur prochain plan d'action possible dans la guerre contre la Syrie.

Bluff éventé

Il n'y a aucune chance que la Russie cède jamais au chantage des États-Unis et cesse ou réduise ses opérations anti-terroristes autour d'Alep, uniquement parce que le Pentagone menace d'un tir de missile contre l'AAS. Moscou et Damas préféreraient évidemment la voie pacifique pour résoudre le conflit que les États-Unis ont jeté sur la République arabe, et il y a encore une chance très vague qu'un «*cessez-le-feu*» soutenu par les français à l'ONU finisse par être acceptable pour la Russie et la Syrie. Pour l'instant, cependant, les deux ont passionnément l'intention de libérer Alep le plus tôt possible et sont maintenant à deux doigts d'atteindre cet objectif monumental. Par conséquent, le coup d'*État profond* de la faction néo-conservatrice représentée par le secrétaire d'État à la défense, Ashton Carter, pourrait en fait passer à l'étape précédemment impensable de lancer des attaques contre l'AAS afin de compenser cette éventualité ou de «*punir*» les Syriens pour avoir écrasé les terroristes. Carter et son clan idéologique tentent de comprendre si l'annonce rédigée avec soin par la Russie d'abattre des avions de combat ou des missiles de croisière en approche qui poseraient une menace plausible à ses militaires est un bluff, ou s'ils pourraient exploiter la nature technique de la déclaration et la présence militaire russe en Syrie, afin de «*contourner les règles*» et voir ce qu'ils peuvent en tirer.

Du point de vue du Pentagone, les idéologues zélés ne savent pas bien si le président Poutine a la volonté politique d'ordonner à ses militaires d'abattre tout avion de guerre ou missile de croisière américain visant l'AAS ou s'il est possible de notifier à l'avance à Moscou l'intention de Washington d'envoyer symboliquement quelques salves afin de «*sauver la face*» pour [détruire quelques pistes atterrissage de l'AAS](#) loin des endroits où les militaires russes sont stationnés. Carter et ses copains pourraient calculer que le président Poutine ne fera pas monter les enchères pour tenter d'abattre des actifs des États-Unis permettant la réalisation de cette frappe. Ils pourraient parier qu'il «*laissera passer*» surtout s'il s'agit «*seulement*» de missiles de croisière. Les États-Unis ne savent pas si la nature technique de la déclaration du ministère de la Défense est une indication que les Russes envisagent une marge de manœuvre, ou si elle était délibérément ambiguë afin de préserver la souplesse stratégique de Moscou dans le cas où Washington ne lancerait aucune action militaire. Si le Pentagone prenait une telle mesure sans précédent, ce ne serait probablement pas pour risquer la vie de ses propres pilotes, d'autant plus qu'il est beaucoup plus facile pour les S300 / S400 d'abattre un avion qu'un missile de croisière, et aussi parce que la destruction d'un missile de croisière ne nécessite pas la même «*contre-escalade*» pour sauver la face à laquelle Washington serait «*contraint*» si un tir de défense abattait un pilote d'avion de combat, en particulier juste avant l'élection présidentielle qui approche.

Équilibrer l'impensable avec le *faisable*

Les États-Unis ont le plus grand stock de missiles de croisière au monde, donc théoriquement, s'ils voulaient prendre «*des mesures décisives*», ils pourraient facilement

submerger les systèmes S300 / S400 avec des vagues incessantes d'attaques contre l'AAS. Cela pousserait certainement la Russie à se raidir et peut-être même au-delà du niveau nucléaire, ce que même le néoconservateur le plus fou ne veut pas (du moins pas avant que l'infrastructure aux États-Unis de *défense antimissile* soit pleinement opérationnelle, ce qui prendra encore des décennies). À part ce scénario impensable, le Pentagone - s'il entreprend une telle action - devrait probablement «*modérer*» son agression et ne compter *que* sur quelques missiles de croisière symboliques, en prenant soin d'informer la Russie juste avant son tir. La situation est très délicate parce que la Russie et les États-Unis avaient probablement échangé des renseignements sur leurs forces sur le terrain dans la perspective de la mise en œuvre prévue du «*cessez-le-feu*». Donc en théorie, les États-Unis pourraient avoir des informations assez fraîches sur l'emplacement des militaires russes, que Moscou pourrait avoir données volontairement auparavant (ce qui explique pourquoi Deir ez-Zor a été bombardé et non pas quelque lieu près d'Alep, par exemple).



L'élément clé, cependant, est que cette information serait dépassée, et qu'il n'y a aucune garantie que la Russie n'ait pas déplacé certains de ses militaires vers des installations administrées par l'AAS que les États-Unis pensaient auparavant n'être occupées que par les Syriens. Washington ne sait tout simplement pas si le lieu qu'il ciblera abrite des Russes, de sorte que ce serait un «*acte de foi*» qui représenterait l'une des décisions les plus irresponsables que les États-Unis - ou tout autre pays sur cette question - aient prises dans l'histoire. Avec ce scénario, si les États-Unis balançaient des missiles de croisière vers un centre isolé mais symbolique de l'AAS et avertissaient la Russie immédiatement après, les projectiles seraient déjà en vol et en route vers leur destination. Puis l'armée russe - si elle n'a pas déjà reçu le mandat d'abattre tous les objets hostiles entrants - serait contrainte de déterminer en une fraction de seconde si oui ou non cette attaque menace ses militaires. Si des Russes sont au sol à l'endroit visé, alors l'armée abattra la menace volante en approche, mais si ce n'est pas le cas, alors l'officier commandant les S300 / S400 aura des instructions de Poutine sur la façon de gérer cette situation ou aura la charge de prendre sa propre décision, compte tenu des circonstances.

Pensées finales

La Russie sait que l'acte défensif d'abattre un missile de croisière américain ciblant délibérément l'AAS ou peut-être même ses propres militaires sera exploité par les États-Unis comme une *provocation* dans le déclenchement d'escalades prédéterminées, de sorte que le poids du monde sera sur ses épaules pour décider comment répondre à un tel acte flagrant. Le Pentagone pourrait même vouloir délibérément «*éventer le bluff de la Russie*», juste pour voir, en réponse à la politique russe qui nuit aux États-Unis en ce qui concerne la libération d'Alep. L'auteur croit personnellement que la Russie devrait sécuriser l'ensemble de l'espace aérien de la Syrie et celle de chaque homme ou femme de l'AAS et faire face à chaque attaque que les États-Unis pourraient lancer contre eux, que ce soit par des avions de combat, des missiles de croisière, ou autre. Mais il faut aussi que les observateurs sachent qu'il y a une faction de l'élite russe qui pourrait faire valoir qu'il est préférable de «*prendre la perte*» plutôt que de «*déclencher inutilement*» (c'est leur point de vue) la troisième guerre mondiale, surtout si ces élites pensent que l'apocalypse pourrait être provoquée si l'armée russe abat quelques missiles de croisière que Carter et ses *amis* lancent symboliquement contre un aéroport de l'AAS au milieu du désert, par exemple.

Encore une fois, l'auteur croit fermement qu'il est de la responsabilité morale de la Russie de préserver l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne de toutes les menaces conventionnelles extérieures. C'est une nécessité absolue, afin de soutenir les succès anti-terroristes impressionnants qui ont été atteints jusqu'ici, un an après le début de la mission russe dans le pays, mais il ne peut pas être exclu que les décideurs réels à l'intérieur du Kremlin et dans (ou à proximité immédiate de) l'entourage du président Poutine pensent différemment à ce sujet. Par conséquent, compte tenu de la technicité expressément mentionnée dans la déclaration officielle de la Russie à propos de la façon dont elle répondrait à toute menace contre ses militaires en Syrie, il est effroyablement possible que les éléments de l'*État profond* qui ont pris le contrôle du Pentagone par un coup d'État et des opérations des États-Unis en Syrie, pourraient vouloir «*tester les Russes*» et voir jusqu'où ils peuvent aller pour gêner la Russie et la punir, elle et la Syrie. Cette attitude pourrait les voir se décider à envoyer quelques missiles de croisière selon le scénario décrit dans cet article, afin de voir s'ils peuvent «*éventer le bluff de Moscou*». Ce serait l'un des pires cas de mauvais jugement dans l'histoire du monde si Carter prenait cette décision et se trompait sur les intentions des Russes, puisque Moscou pourrait ne pas abattre tous ces missiles de croisière lancés sur la Syrie, mais pourrait même envoyer quelques-uns de ses propres missiles en représailles contre des objectifs aériens et / ou des moyens navals responsables de ces lancements.

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[Who's Calling, Whose Bluff In Syria? Moscow, Washington and the Art of Deception](#)

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Catherine pour [le Saker Francophone](#)

est le commentateur politique américain qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides : l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015). Ce texte sera inclus dans son prochain livre sur la théorie de la guerre hybride. Le livre est disponible en PDF gratuitement et à [télécharger ici](#).

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)

Copyright © [Andrew Korybko](#), [Oriental Review](#), 2016

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO

et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca